

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X V ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission de la défense nationale et des forces armées

— Audition, à huis clos, de M. le général Thierry Burkhard,
chef d'état-major de l'armée de terre.

Mercredi

6 mai 2020

Séance de 9 heures

Compte rendu n° 47

SESSION ORDINAIRE DE 2019-2020

**Présidence de
Mme Françoise Dumas,
*présidente***



La séance est ouverte à neuf heures.

Mme la présidente Françoise Dumas. Général, mes collègues et moi vous remercions de venir devant nous rendre compte de l'action de l'armée de Terre dans la crise sanitaire que traverse notre pays, comment elle contribue à sa résorption et comment elle y fait face pour la poursuite de ses opérations.

Vous êtes déjà venu devant notre commission, à l'automne dernier, dans des conditions bien plus classiques ; mais la rigueur des temps présents ne nous laisse guère à ce stade d'autres possibilités que la visio-conférence pour continuer à exercer notre mission de contrôle parlementaire.

Chacun dans le pays s'efforce de poursuivre sa mission... Et les petits inconforts de la nôtre ne sont pas grand-chose si l'on pense à ceux qui consentent le sacrifice ultime, pour la France. Tel était le cas de deux de vos hommes – je dirais même : de deux de NOS hommes – auxquels je veux rendre aujourd'hui, au nom de tous les députés commissaires à la défense, un hommage ému : le brigadier Dmytro Martynyouk, légionnaire du 1^{er} régiment étranger de cavalerie, et son camarade le légionnaire de 1^{ère} classe Kévin Clément, qui sont morts respectivement les 1^{er} et 4 mai, l'un à la suite de l'explosion d'un engin explosif improvisé et l'autre d'un accrochage avec des groupes armés terroristes, tous deux sur le théâtre de l'opération Barkhane.

Rendons hommage, également, aux deux militaires morts d'un accident survenu le 29 avril 2020, au cours d'un entraînement au *Search and Rescue* réalisé par un Caracal de l'Escadron « Pyrénées » de l'armée de l'air : le sergent Pierre Pougin et l'infirmier en soins généraux de premier grade Quentin Le Dillau.

Général, je ne vais pas être trop longue dans ce propos introductif, pour vous laisser le temps de nous présenter l'action de l'armée de Terre dans la gestion de la crise sanitaire en cours, de façon aussi exhaustive que possible compte tenu de la grande variété des missions qui sont assignées à votre armée.

La liste est longue en effet : secours médical – je pense aux sapeurs-pompiers, auxquels les Parisiens sont si attachés –, unités spécialisées à l'image du « 2^e dragons » de Fontevraud, qui est notamment intervenu pour la désinfection du Palais-Bourbon et du porte-avions, unités logistiques et unités combattantes mobilisées pour des missions de transport ou de surveillance, renforts individuels dans les hôpitaux et les administrations.... Vous pourrez nous présenter tout ce que l'armée de Terre a fait et continue à faire, non seulement en métropole mais aussi dans nos outre-mer, auxquels la commission accorde toute l'importance qui leur est due.

Vous pourrez nous dire également comment vous avez conçu la contribution des réservistes à ce dispositif, et quelle forme celle-ci prend aujourd'hui dans les faits.

Vous pourrez nous dire, aussi, quelles leçons vous pouvez déjà tirer de cette crise pour l'avenir, tant sur le plan de nos capacités NRBC que, dans l'optique de la loi de programmation militaire, sur le plan du format des armées et de leur équipement.

Je ne voudrais terminer cette introduction sans vous faire part de témoignages sur l'implication exceptionnelle et l'aide précieuse apportée par la communauté militaire à la communauté médicale et sanitaire. J'ai eu l'occasion de la constater avec quelques collègues lors d'une visite à l'Hôpital de La Conception à Marseille, hôpital auprès duquel le 2^{ème} régiment étranger de génie de Saint-Christol est venu en renfort. Tous les personnels soignants sont unanimes pour louer l'efficacité de cette aide, en termes logistique bien sûr (livraison de plateaux-repas ou de médicaments) mais aussi en raison de la qualité de la relation humaine suscitée par ces militaires. C'est une forte leçon de rigueur, de solidarité et d'humanité. Je sais que d'autres collègues, notamment à Lyon, ont vécu une expérience similaire.

Après ce témoignage qui me tenait à cœur de partager avec vous, je vous laisse la parole, général, ensuite de quoi je la passerai à mes collègues pour une séance de questions/réponses.

Général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre. Merci Madame la présidente pour l'hommage rendu aux deux légionnaires et aux militaires récemment décédés.

La crise du Covid-19 n'est pas finie et il faut faire preuve de beaucoup d'humilité, car cet ennemi invisible est difficile à cerner. Mon sentiment est que nous n'avons pas vécu de vraie surprise stratégique car une épidémie de grande ampleur était envisagée depuis longtemps. Pour autant, la force de la pandémie nous a collectivement déséquilibrés. À ce stade, j'estime que l'armée de Terre résiste bien et reste en mesure d'exécuter ses missions. Nous devons toutefois rester vigilants et bien apprendre de ces deux mois de crise.

Quelles sont tout d'abord les caractéristiques de cette crise ? J'en identifie deux principales. La première est que l'armée de Terre a dû composer avec deux impératifs apparemment contradictoires : protéger nos soldats contre le virus et continuer de préparer nos opérations. L'impératif le plus évident est de protéger nos soldats contre le virus et d'éviter que ces derniers participent à sa diffusion en interne, dans nos unités, et en externe, dans le reste de la population. Cette priorité que nous nous sommes fixés a été confirmée par la ministre des Armées. Pour autant, le télétravail n'a pas grand sens pour 80 % des militaires de l'armée de Terre. De même, d'un régiment à l'autre, nous devons également prendre en compte de multiples métiers et des configurations de casernes très différentes. Il a donc fallu inventer une nouvelle manière de travailler qui a changé le quotidien de toute l'armée de Terre. Grâce à l'autonomie laissée à nos formations, l'armée de Terre a su trouver des solutions adaptées pour protéger ses soldats.

L'autre impératif, qui est aussi une priorité, est de préparer le mieux possible mes hommes à s'engager. Vos propos introductifs rappellent que nos opérations se poursuivent et qu'elles ne sont pas moins dangereuses. Or une contamination massive de l'armée de Terre ne permettrait plus de remplir nos missions. Ces deux impératifs qui sont moins contradictoires qu'il n'y paraît doivent donc être combinés. Protéger nos hommes et nos femmes du virus ne suffit pas car le Covid n'arrête pas nos ennemis. Vis-à-vis de la Nation, l'armée de Terre a le devoir d'être prête à s'engager en opérations. J'ai aussi un devoir vis-à-vis de mes hommes qui doivent être déployés avec toutes les chances de réussir leurs missions. Pour concilier ces deux exigences, il faut faire preuve de pédagogie, en interne et en externe, car certains se sont étonnés que nos soldats continuent de s'entraîner au lieu de rester confinés. Il s'agit bien de

préparer nos soldats à l'exécution des missions que le Gouvernement nous confie. Et en voulant les protéger à court terme contre le risque du Covid, en stoppant tout entraînement, nous leur ferions prendre, ultérieurement, des risques plus grands en opérations.

En outre, cette crise a exigé de la réactivité et de l'imagination. Cette réactivité de l'armée de Terre a d'abord consisté, le temps d'évaluer la situation, à « jeter un premier dispositif » permettant de faire face à toutes les options possibles. Avant même le lancement de l'opération Résilience, une mise en alerte a été déclenchée pour se préparer à d'éventuelles prochaines missions, tout en renforçant et en adaptant le fonctionnement pour protéger nos soldats. Il s'agissait de se tenir prêts à déployer sans délai les militaires et les moyens dont le pays avait besoin et d'adapter les activités de formation et de préparation opérationnelle indispensables à nos unités. Être capables de produire un engagement important en hommes et en matériels au profit de l'opération Résilience était bien notre objectif. Personne n'aurait compris que l'armée de Terre reste confinée et n'intervienne pas pour aider nos concitoyens et appuyer la résilience de l'État.

Il a également fallu être imaginatif pour soutenir au mieux les Français et les services de l'État. Il n'existe aucun manuel pour qu'une section d'infanterie agisse en appui d'un hôpital. Nous avons donc engagé un dialogue étroit avec les acteurs locaux pour répondre à leurs attentes.

Des sections ont aussi été déployées pour monter des tentes à l'entrée de certains EHPAD pour permettre aux visiteurs de s'équiper avant de retrouver leurs aînés. Vous vous en doutez, cela ne s'improvise pas et nécessite un vrai dialogue entre civils et militaires.

Je voudrais maintenant vous faire une appréciation de situation sur l'engagement de l'armée de Terre et sur les conséquences de la crise sur notre armée.

Auparavant, je voudrais dire combien les soldats de l'armée de Terre sont admiratifs devant l'action du personnel de santé ; ils ont mesuré la force de leur engagement et l'ampleur des risques qu'ils prennent. C'est admirable et nous étions heureux de les aider et de les appuyer.

Dans cette crise, l'engagement de l'armée de Terre a été « multi-domaines », sur un très large spectre de missions. L'opération Résilience est beaucoup plus diverse que Sentinelle. En effet, l'armée de Terre s'est déployée depuis l'Assemblée nationale jusqu'à des hôpitaux de toutes petites villes, en passant par des entreprises et des centres d'action sociale. L'armée de Terre a ainsi montré qu'elle était un peu « l'armée des territoires », s'appuyant sur la densité de son maillage géographique.

Pour vous donner quelques exemples de la diversité des missions, nous avons appuyé les structures médicales et hospitalières par des unités d'active et des unités de réserve, en particulier à Paris. Vous avez cité le 2^e régiment étranger de génie à l'hôpital de La Conception. Des militaires, spécialisés dans le secourisme, au 68^e régiment d'artillerie d'Afrique ont aussi contribué, aux côtés du SAMU, à la régulation médicale à Bourg-en-Bresse. Nous avons également apporté un appui logistique auprès des services de l'État en transportant des malades, en distribuant des équipements sanitaires ou en sécurisant des sites sensibles. Tout le monde a vu les évacuations par hélicoptères, une cinquantaine de patients transportés au total. Il y a eu des actions moins visibles comme la distribution de

plusieurs dizaines de millions de masques dans l'ensemble du pays. Le 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine a assuré la protection du site hospitalier de Toulouse. Le 92^e régiment d'infanterie a assuré la protection de l'hôpital de Limoges et la sécurisation de la livraison de matériels. Mais au-delà des effets produits sur le terrain, la participation de l'armée de Terre à l'opération Résilience a permis la « réassurance » de certaines structures hospitalières, dont le personnel de santé a ressenti, au travers de l'aide des armées, l'appui de l'ensemble du pays. L'armée de Terre doit montrer l'exemple en appuyant psychologiquement la résilience de la nation.

Le 2^e régiment de dragons, régiment d'appui NRBC a exécuté 250 opérations de désinfection, principalement d'administrations, et une dizaine d'équipes a été déployée outre-mer. Son expertise n'aurait pas été maintenue à ce niveau si, dès février, son chef de corps n'avait pas pris l'initiative de constituer des stocks de produits de désinfection !

Une action moins visible a été l'appui aux structures de commandement et de gestion de crise. L'armée de Terre a déployé assez vite des officiers en scolarité à l'école de guerre ou affectés en état-major, en renfort des structures de l'État, comme au ministère des solidarités et de la santé ou dans les agences régionales de santé (ARS), avec lesquelles il a fallu dialoguer et avec lesquelles nous étions assez peu familiarisés.

Je vous ai décrit l'engagement. J'identifie deux facteurs qui l'ont rendu possible : notre chaîne de commandement et le maillage territorial.

Si nos unités ont bien réagi, c'est d'abord lié à une chaîne de commandement, qui est solide, efficace et qui repose sur trois principes : la subsidiarité, le contrôle et l'appui aux subordonnés. Ce triptyque est fondamental pour construire une confiance qui ne se décrète pas mais se travaille en permanence. Dans l'incertitude, nos soldats se tournent vers leur chef et attendent des réponses à leurs interrogations. Dans cette crise, la chaîne de commandement a donc réussi à jouer ce rôle : donner du sens à la mission. C'est ce que nos hommes attendent des chefs : réduire et éclairer l'incertitude.

L'efficacité de la réponse réside également dans notre maillage territorial qui rend possible le contact à tous les niveaux : il y a d'abord Paris au niveau central, il y a ensuite les officiers généraux de zone de défense et de sécurité en contact avec le préfet de zone de défense et de sécurité, il y a enfin les délégués militaires départementaux en contact avec les préfets de département et les chefs de corps avec les maires, les parlementaires, les conseillers régionaux et les chefs d'entreprise.

La dynamique de rayonnement local que nous construisons et que nous entretenons avec soin dans nos garnisons depuis des années, s'est muée, durant cette crise, avec l'aide des acteurs locaux, en dynamique opérationnelle.

Cette crise nous apprend aussi que nous gagnerions à diversifier le panel de nos contacts. Mais n'oublions pas que le rôle du préfet doit rester central, la connaissance interpersonnelle et la confiance mutuelle pouvant accélérer la réponse à la crise.

Je voudrais maintenant évoquer l'impact de la crise sur l'armée de Terre. L'armée de Terre reste en mesure d'exécuter les missions qui lui sont fixées. Pour autant, il ne faut être ni catastrophiste ni naïf mais deux mois de crise Covid avec beaucoup d'activités gelées ne

peuvent pas être sans conséquence. Elles sont multiples. Dans le domaine des ressources humaines, l'interruption du recrutement, qui reprendra la semaine prochaine, entraîne un déficit potentiel de mille à deux mille jeunes engagés. Ce retard ne sera pas rattrapé en intégralité mais nous avons pris des mesures pour faciliter les engagements et permettre à ceux qui ne voudraient pas quitter l'armée de rester.

S'agissant de la préparation opérationnelle, nous avons réduit des deux tiers nos activités d'entraînement interarmes et interrompu une bonne partie de nos formations pour nous concentrer sur les relèves et sur l'opération Résilience. Il y a donc un déficit de préparation opérationnelle que nous allons chercher à résorber.

Malgré un entraînement moins important que prévu, nous n'avons pas réduit le niveau d'engagement en OPEX. La prise de risque est maîtrisée pour la relève de juin et devrait être acceptable pour celle de fin d'année. Si le niveau de contrainte continue à être très fort l'an prochain et si le périmètre des opérations change – une nouvelle crise qui se déclare par exemple – la prise de risque sera plus forte et devra être finement évaluée.

La situation du maintien en condition opérationnelle (MCO) apparaît comme satisfaisante à court terme. Les ateliers ont continué de travailler en utilisant les stocks de pièces dont nous disposons. Certains véhicules ayant moins roulé, nous avons donné la priorité technique à des véhicules engagés dans l'opération Résilience. La disponibilité technique opérationnelle (DTO) s'améliore, mais au prix d'un fort recours aux stocks. Si l'industrie de défense ne rouvre pas rapidement les flux, nous serons en difficulté, à moyen terme. Je suis donc très vigilant.

L'armée de Terre est prête à s'engager et à exécuter ses missions. Il y a toutefois des inquiétudes et des incertitudes bien normales. Les soldats se posent les mêmes questions que tous les Français, mais cela ne remet pas en cause l'engagement opérationnel. Nos soldats et leurs familles s'interrogent sur la sortie du confinement, la scolarisation, les vacances d'été et les mutations, etc.

J'en viens maintenant aux enseignements. Le premier, c'est qu'un modèle d'armée complet n'est pas une assurance inutile. Il y a six mois, certains auraient peut-être jugé le 2^e régiment de dragons, qui aligne 800 à 900 hommes, un peu trop coûteux. Mais ce n'est pas au moment du déclenchement d'une crise que l'on peut acquérir une telle expertise, rassembler des hommes et des matériels, etc.

Deuxième enseignement : la résilience n'est pas un luxe même si elle ne fait pas toujours bon ménage avec l'efficacité. Et l'autonomie stratégique est bien évidemment une composante de cette résilience. Nous devons donc identifier nos équipements les plus stratégiques dont il faudra sécuriser toute la chaîne de valeur. En cas de guerre ou même de crise, nos ennemis feront tout pour nous empêcher de compléter nos stocks de munitions et de pièces de rechange. On ne saurait en constater l'insuffisance, comme cela a été le cas pour les stocks de masques, que seule la loi de l'offre et de la demande nous a empêchés de reconstituer plus rapidement.

Troisième enseignement : notre mode de fonctionnement est devenu trop complexe. L'accumulation de normes et de directives multiples nous empêche de fonctionner de manière souple et réactive. Nous devons retrouver une forme d'agilité au service de l'opérationnel, à

l'instar de la procédure des urgences opérationnelles qui nous permet d'obtenir rapidement certains équipements qui nous font défaut. C'est donc possible. L'état d'esprit qui consiste à trouver la solution plutôt que d'expliquer pourquoi les choses ne devraient pas être faites devrait être un peu plus répandu. Beaucoup réglementent mais les armées à qui l'on demande de remplir ses missions en tout temps, en tous lieux, sont enfermées dans un excès de normes. Il faut être vigilant à ce que celles-ci ne nous étouffent pas. C'est une de mes priorités car l'armée de Terre n'est pas exempte de reproches dans ce domaine, nous devons aussi trouver des solutions, simplifier nos procédures et faire évoluer certaines mentalités.

Cette crise inédite n'est pas finie, nous continuerons à vivre sous cette menace, mais le monde n'a pas changé : loin de se substituer aux autres défis sécuritaires, la pandémie peut les exacerber ou en créer de nouveaux. Nous n'en mesurons pas encore toutes les conséquences, notamment économiques. Nous pourrions d'ailleurs être un acteur du plan de relance gouvernemental et nous nous préparons à faire des propositions dans ce sens.

Cette crise conforte mon point de vue sur les orientations du plan stratégique de l'armée de Terre. Le monde est dangereux, la crise contribue à cette dangerosité et un conflit majeur n'est pas improbable – on voit en Libye quelque chose qui s'en approche. Face à une crise majeure, il faut être prêts d'emblée, et il faut être résilients, savoir encaisser les chocs, sinon nous serons balayés.

Mme Sereine Mauborgne, rapporteure pour avis des crédits de l'armée de Terre.
À Marseille, j'ai constaté que l'exemplarité des simples soldats avait unanimement forcé le respect.

L'accent a été mis sur la préparation opérationnelle finale. Qu'en est-il des camps de l'Est, touchés par le virus et impliqués dans Résilience, ainsi que des sous-groupements tactiques interarmes ? Pourriez-vous revenir sur les mutations, souvent évoquées par les familles ?

Mme Marianne Dubois. La situation dans la région de Trois-Frontières se durcit, et l'on déplore encore le décès d'un légionnaire près de Ménaka. Les infections se multipliant, peut-on craindre des conséquences sur le soutien des États-Unis en renseignement, surveillance et transport logistique ?

Mme Josy Poueyto. Le confinement affecte les formations dont l'enjeu est de maintenir nos capacités opérationnelles. La LPM prévoit, pour l'armée de Terre, 90 journées de préparation opérationnelle par an, 200 heures de vol par pilote d'hélicoptère, 115 heures d'entraînement par équipage Leclerc. Sera-t-elle respectée, par exemple pour les troupes aéroportées de Pau ? À quelle échéance le déconfinement permettra-t-il de rattraper le retard ?

M. Joachim Pueyo. Avez-vous eu des foyers de Covid ? Vous avez dit qu'il manque mille à deux mille hommes. Malgré le Covid, des jeunes souhaitent-ils toujours s'engager ? Le manque d'effectifs a-t-il des conséquences sur les opérations Sentinelle et Résilience, ainsi que sur les OPEX ?

M. Olivier Becht. Je remercie l'armée de Terre pour son travail exceptionnel à Mulhouse.

Nos ennemis n'ont pas réduit l'intensité de leurs attaques ; pouvez-vous faire un point de Barkhane, en relation avec la crise du Covid ?

M. Bastien Lachaud. Je partage votre inquiétude quant à notre capacité à assurer nos stocks de munitions en cas de choc de haute intensité, surtout après la vente de Manurhin, le choix du fusil HK416 et le démantèlement de GIAT industries. Les dépendances européennes sont inquiétantes au regard du peu de solidarité exprimée dans les moments critiques.

Le confinement a ébranlé les solidarités familiales. Pour la première fois, les militaires ramènent le risque à la maison et la famille, soutien du militaire, est devenue un risque de contamination. Quelles mesures la direction des ressources humaines a-t-elle prises ?

M. Jean Lassalle. Vous avez cité la Libye. Existe-t-il d'autres risques encore plus près de nous ? Comme souvent après un tel désastre, des populations risquent de connaître la famine. Y a-t-il des risques de révoltes ? À la fin de la guerre de 1914-1918, la grippe espagnole a été amplifiée par le retour des troupes ; quelles garanties sont offertes à nos soldats, à nos familles et au pays ?

M. André Chassaigne. Vous avez invité à l'humilité et l'avez manifestée par votre ton et votre analyse, ce qui mérite le respect. C'est un message adressé aux politiques.

Nous avons tendance à lâcher notre conception ancienne de la défense intérieure au profit des OPEX. Vous montrez le besoin sur le terrain intérieur d'une armée complète. L'action de l'armée de Terre est admirable.

Le chef d'état-major et la directrice du service de santé des armées ont relevé l'insuffisance des éléments militaires de réanimation (EMR) et de la mobilisation de structures non pérennes, à la suite des nombreuses suppressions d'hôpitaux de proximité. L'armée de Terre a joué un rôle important en matière d'EMR et pour l'installation d'un hôpital de campagne dans l'Est. Quelles sont les marges de progrès pour un modèle d'armée complet ?

Général Thierry Burkhard. Madame Mauborgne, vous avez été aussi en première ligne et je vous redis mon admiration pour l'engagement du personnel de santé durant cette crise.

Concernant la préparation opérationnelle, nous avons pris des mesures comme la règle des trois tiers. Nous conduisons nos instructions en diminuant par trois le volume de personnel formé, ce qui permet d'avoir des dispositifs aérés et de ne pas concentrer nos soldats. Les activités se déroulent aussi en trois temps : une phase préparatoire où nos militaires s'équipent avec les effets de protection et où les consignes sont rappelées, le déroulement de l'activité et la sortie d'activité avec la décontamination du matériel. Cela prend du temps et met l'instruction sous contrainte. Je constate que nos unités se sont assez bien adaptées car des solutions ont été trouvées. Cela permet de poursuivre nos activités tout en nous protégeant de la contamination. Nous avons également eu quelques réactions au sujet du déplacement d'unités en provenance d'Alsace qui se rendaient à Canjuers pour leur mise en condition finale avant projection. Même si le risque de ce déplacement était très faible en raison de l'isolement des troupes dans le camp de Canjuers, dans une logique d'apaisement des craintes que ce mouvement suscitait, nous avons réorienté ces unités au niveau régional. Il

y a aussi un effort de pédagogie à faire pour expliquer notre impératif d'entraînement en camp avant départ en mission. Concernant le recrutement, même si nous utilisons davantage internet cela n'est pas pleinement satisfaisant. En effet, avant d'engager des volontaires pour cinq ans, il est indispensable de les rencontrer et de leur faire passer une visite médicale. C'est pourquoi nous avons rouvert cette semaine les CIRFA (Centres d'information et de recrutement des forces armées). Pour autant, nous aurons certainement un retard de recrutement à la fin de l'année même si je reste confiant.

Madame Dubois, les Américains prennent aussi des mesures de précaution. Le maintien de leur soutien en bande sahélo-saharienne dépend plus de leur volonté politique que du niveau, aujourd'hui mesuré, de la crise sanitaire en Afrique. À ce stade, ils n'ont ni retiré leurs moyens de surveillance ni ceux de ravitaillement et nous combattons coude à coude contre la menace terroriste. Madasme Poueyto, pour des raisons de sécurité, nous avons mis en sommeil les stages des troupes aéroportées qui nécessitent la coordination de deux armées, creusant ainsi un retard de formation et de préparation opérationnelle.

En ce qui concerne les cibles d'activités prévues par la LPM, même si la crise complique beaucoup les choses, nous ne renonçons évidemment pas à atteindre ces objectifs et cherchons à nous adapter. Par exemple, pour sa phase de préparation opérationnelle interarmées (POIA), la 9^e brigade d'infanterie de marine a malheureusement passé son tour. Une fois la reprise de la programmation, nous essaierons de compenser ce retard de préparation opérationnelle. Je suis très vigilant sur ce point-là.

La baisse du recrutement n'aura pas de conséquence immédiate sur les OPEX ni sur les opérations intérieures (OPINT) comme Sentinelle. Au pire, nos unités tourneront temporairement plus vite en OPEX ou en OPINT. Il est également important de noter qu'un régiment de l'armée de Terre n'est pas un espace confiné comme un porte-avions et que le COVID y est plus facilement gérable. Dès qu'un soldat est malade, il est isolé, ainsi que son entourage. Nos cadres au contact permanent de la troupe permettent rapidement d'identifier un malade et de l'isoler.

Monsieur Becht, les opérations de Barkhane se poursuivent normalement. Par chance, les unités projetées en février étaient saines. Quelques cas sont néanmoins apparus sur zone. Quand un soldat ressent de la fièvre dans un véhicule blindé, les dix occupants sont isolés. Les opérations doivent toutefois continuer de manière normale car nos adversaires poursuivent le combat. Nous n'avons donc pas le choix.

Monsieur Lachaud, vous avez raison d'être attentif aux familles car elles sont, dans cette crise, un paramètre encore plus important qu'à l'accoutumée pour le moral de nos soldats. Les cas de figure sont très différents. Certaines familles s'inquiètent parce que le militaire rentre le soir à la maison, d'autres parce qu'il est bloqué au quartier, d'autres parce que l'incapacité de faire du télétravail entraîne de l'inactivité, etc. Les régiments projetés régulièrement en opérations prennent en compte les familles, c'est culturel. C'est d'ailleurs le rôle des chefs de corps avec leur bureau environnement humain (BEH) qui ont pour mission de maintenir le contact et de leur venir en aide si nécessaire. Il serait trop tard de s'occuper des familles seulement quand la crise arrive. Ces actions, conjuguées à l'envoi de la lettre de la ministre aux familles dont les conjoints étaient en OPEX, contribuent à développer un sentiment de considération et un soutien réel à l'égard de ces familles. Ceci participe, *in fine*, à la sérénité de nos soldats et concourt à l'efficacité opérationnelle.

Monsieur Lassalle, je n'ai pas les prérogatives m'autorisant à dresser un état de la situation dans le monde car cela est plutôt du ressort de l'EMA. J'ai effectivement cité le cas de la Libye, assez proche de nous, pour illustrer l'évolution de la conflictualité. Nous sommes en effet passés là-bas d'une guerre de milices à une guerre de semi-intensité où chacun amène ses soutiens équipés de moyens lourds : défense sol-air, blindés, drones, avions capables de conduire des actions de ciblage. Il y a également une guerre de l'information particulièrement féroce. En Afrique, la crise sanitaire semble pour l'instant contenue, mais elle peut entraîner des famines et de l'insécurité. Ailleurs, cette crise, contribuant potentiellement à la déstabilisation des équilibres en place, pourrait offrir des opportunités à certains compétiteurs pour prendre des gages territoriaux.

Monsieur Lassalle, vous avez également mis en parallèle l'exemple historique de la propagation de la grippe espagnole par l'armée et le retour de nos unités revenant d'OPEX. De même que nous avons veillé à n'envoyer aucun soldat contaminé en République centrafricaine ou au Mali, nous devons être attentifs à leur retour. Il s'agit de les centraliser, de détecter les cas symptomatiques et de les tester. Cette question du suivi du retour se posera surtout dans les mois qui viennent et nous y serons très attentifs.

Monsieur Chassaigne, vous distinguez l'armée pour les opérations intérieures et celle pour les opérations extérieures. Certains considèrent notre armée comme uniquement expéditionnaire, mais pourtant, quand les Français en ont besoin sur le territoire national, elle est là comme le montre cette crise. Le risque serait d'avoir une armée optimisée pour de l'appui intérieur et de voir, après, si nous en aurions besoin ailleurs. Cette crise montre qu'une armée principalement tournée vers les menaces extérieures peut également agir sur le territoire national. En revanche, il est certain que notre armée n'a pas assez d'épaisseur pour faire face à un conflit majeur doublé d'une crise intérieure d'ampleur. Je pense à des ruptures d'approvisionnement d'alimentation, à l'arrêt des transports ou à des catastrophes naturelles.

Ce qui me semble important, c'est que l'ambition d'une armée capable de se battre dans le haut du spectre, dans le cadre d'un conflit majeur, nous forcera à avoir une épaisseur qui nous rendra d'autant plus efficaces dans une opération intérieure. Qui peut le plus peut le moins.

Sur le territoire national, une partie des ressources humaines stratégiques peut également venir de la réserve. Si l'opération se prolonge, elle doit être engagée. Il faut donc aller plus loin dans le développement d'une réserve plus réactive et toujours plus opérante.

M. Christophe Lejeune. Je m'exprime depuis Luxeuil-les-Bains, où le légionnaire de première classe Kevin Clément avait vu le jour, il y a vingt et un ans. C'est là aussi que son engagement avait débuté comme sapeur-pompier volontaire. L'émotion est grande parmi ceux qui ont travaillé à ses côtés, jusqu'en 2017, quand il a rejoint la Légion étrangère. J'ai une pensée particulière pour ses parents et sa famille, ainsi que pour ses frères d'armes. Je serai le 8 Mai au monument aux morts, où nos pensées l'accompagneront ainsi que tous vos hommes qui ont disparu récemment.

Mme Patricia Mirallès. Je souhaite vous apporter, ainsi qu'aux familles et aux frères d'armes, tout notre soutien. Perdre un soldat, un homme, un mari, un fils, un frère, un ami est toujours inacceptable. Vous êtes passés de la défense de la patrie à la défense de la paix, de la

liberté des peuples et de la dignité humaine à la lutte contre le terrorisme qui, malheureusement, ne s'arrête pas au Covid-19.

Qu'en est-il du plan « Au Contact » et de la fidélisation des personnels au regard de la guerre sanitaire ?

M. Charles de la Verpillière. La collaboration entre l'armée de Terre et les autorités civiles doit être prolongée et nous devons en tirer les conclusions. Si les préfets savent dialoguer avec les militaires, des progrès restent à faire dans les relations avec les ARS, les recteurs et inspecteurs d'académie et les exécutifs des collectivités territoriales.

Mme Aude Bono-Vandorme. L'activité du centre de formation délégué mobile du combat Scorpion est-elle arrêtée ? Qu'en est-il du programme Contact et de la technologie de « radio logicielle » ?

M. Thibault Bazin. Tous les militaires ayant manifesté des symptômes ou été en contact avec des cas ont-ils subi un test PCR ? Avez-vous expérimenté les tests sérologiques ? Certains ont-ils seulement fait l'objet d'une quatorzaine ? Lorsque la distanciation est impossible, des tests préventifs sont-ils envisagés ?

M. Jean-Michel Jacques. Dans la zone des trois frontières, nous remportons de belles victoires. Nos héros ne sont pas morts pour rien.

La vidéo que vous nous avez transmise illustre parfaitement vos actions dans nos territoires au contact des préfets, des services de l'État et des maires. Rassurez-vous, rares sont les députés ayant trouvé le décodeur des ARS. Nos concitoyens ont vu que notre armée, où j'ai passé 24 ans, est présente quand on a besoin d'elle. Alors que les premières missions Sentinelle avaient provoqué des réticences, en 2020, l'état d'esprit a changé. Tout en maintenant la notion d'*ultima ratio*, saisissons cette possibilité pour faire accepter par nos concitoyens la nécessité d'investir dans nos armées.

M. Nicolas Meizonnet. Aux effets de la crise sanitaire sur les recrutements s'ajoute le manque d'attractivité de nos armées dans un environnement de plus en plus concurrentiel avec le privé. Cette situation peut-elle affecter la capacité opérationnelle de certaines unités, notamment dans la mécanique, l'électronique ou les systèmes d'information ? Des réflexions visant à rendre nos armées plus attractives sont-elles en cours ?

M. Jean-Charles Larssonneur. Je rends à mon tour hommage au 1^{er} régiment étranger de cavalerie et salue la mémoire du légionnaire Kevin Clément et du brigadier Dmytro Martynouk.

La DGA a donné la priorité au soutien des matériels mais on anticipe des retards de livraison et de qualification. 128 Griffon, sept NH90, cinq hélicoptères Tigre, et les quatre premiers Jaguar étaient attendus cette année. Quelles livraisons sont décalées et quels surcoûts anticipez-vous ?

M. Jean-Pierre Cubertafon. Dans nos armées, en dehors du service de santé, un grand millier de réservistes est immédiatement disponible. Entre les objectifs de confinement

et le besoin de relever nos forces d'active, quelle est votre stratégie d'emploi des réserves de premier et de second niveau ?

M. Thomas Gassilloud. Vous avez évoqué la nécessité de réactivité et d'imagination. La règle des « quatre i », qui peut freiner ou bloquer l'intervention des armées, doit-elle être assouplie ?

Mme Anissa Khedher. Je souligne l'engagement de l'armée de Terre en opération extérieure comme sur le territoire national et adresse mes condoléances aux familles des soldats tombés ces derniers jours et ma solidarité à leurs frères d'armes.

L'appui du 68^e régiment d'artillerie a été apprécié par le personnel hospitalier et le SAMU de l'Ain et fut un bel exemple du lien armée-nation. J'adresse également un message de soutien au régiment médical qui a monté l'EMR en quelques jours.

Mme Carole Bureau-Bonnard. Vous avez dit que les relations de l'armée avec les ARS avaient été insuffisamment organisées pour répondre à une crise de cette ampleur. Pour l'avenir, l'expérience acquise peut permettre de répondre plus facilement à la problématique sanitaire.

Mme Séverine Gipson. Je salue l'engagement de l'armée de Terre et sa mobilisation inédite. Vos hommes sont présents dans de multiples opérations où votre savoir-faire est reconnu, notamment la logistique et le déploiement de l'EMR, qui ont conduit les Français à porter un regard différent sur notre armée.

Quels sont les enseignements pour le déploiement de réservistes ? Afin de préserver nos soldats, n'aurait-on pas pu engager des réservistes pour des missions logistiques ?

Général Thierry Burkhard. Monsieur Lejeune, Luxeuil a perdu un de ses enfants et je sais combien les habitants sont touchés. Je vous remercie pour votre attention.

Madame Mirallès, la crise ne devrait pas affecter la fidélisation car nos soldats partent quand ils ne savent plus à quoi ils servent. Or aujourd'hui, ils sont particulièrement engagés. Cette question est aussi liée à l'action de la chaîne de commandement mais j'y reviendrai.

Monsieur de la Verpillière, je suis d'accord avec vous, le contact avec les autorités civiles doit être organisé. Le préfet est l'autorité centrale dans un département, dans une zone et c'est à ce niveau-là que nous devons établir nos liens, notre coordination. Sentinelle nous a déjà conduits à développer des relations avec les forces de sécurité intérieure. La crise a révélé la nécessité d'en établir avec d'autres organismes, comme les ARS. Nous gagnerions mutuellement à réaliser des exercices en commun. Par les contacts locaux de chefs à chefs, il faut renforcer notre connaissance mutuelle et créer des liens qui sont essentiels lorsque la crise survient.

Madame Bono-Vandorme, le camion école destiné aux régiments qui perçoivent le matériel Scorpion ne s'est pas déplacé durant la crise. Cela n'est guère dommageable car l'arrivée des Griffon est concentrée au 3^e régiment d'infanterie de marine, à Vannes. Le 13^e bataillon de chasseurs alpins et le 1^{er} régiment d'infanterie commencent tout juste à en

percevoir. Déplacer les moyens de formation vers le régiment est une approche novatrice, vous avez raison.

Monsieur Bazin, c'est le service de santé des armées (SSA) qui est chargé de la stratégie sanitaire de dépistage et de tests. Pour les retours d'OPEX, il s'agit de tester tous les militaires, cela prend du temps et exige du personnel qualifié. Si aucun n'est détecté positif, après quarantaine, nous pouvons être assurés que l'unité est saine, sinon il faut la couper de tout contact avec l'extérieur. Les tests sérologiques, quant à eux, correspondent à une étude à plus long terme sur le développement de l'immunité.

Monsieur Jacques, vous avez parfaitement raison ! Les forces de Barkhane en opérations dans la zone des trois frontières obtiennent des résultats exceptionnels. Les unités déployées au Mali font preuve d'une grande efficacité. Concernant votre réflexion sur Sentinelle, il est exact de dire que certains engagés dans l'opération n'en ont pas immédiatement compris l'utilité. Toutefois, l'armée de Terre exécute les missions qui lui sont confiées, ce qui clôt un peu le débat, et nous avons pour mission de protéger les Français aussi bien sur le territoire national qu'à N'Djamena. Nous ne choisissons pas nos missions. La notion d'*ultima ratio* est liée au niveau d'engagement. Tout est question de mesure, comme toujours. L'armée de Terre sait tout faire ou presque, mais jusqu'à un certain point. Par exemple, l'armée de Terre peut-elle se consacrer entièrement à la distribution de masques ? La réponse est oui mais l'employer uniquement à distribuer des masques n'est pas sans conséquence, par exemple sur le niveau de prise de risque de la relève dans la zone des trois frontières. L'*ultima ratio* ne doit pas vouloir dire solution de facilité. Vous l'avez vu, nos soldats sont heureux d'avoir été engagés au service des Français mais mon rôle est aussi de préparer ce que l'on me demandera demain. À partir du 11 mai, chacun doit se réorganiser progressivement pour faire ce qu'il est le seul à savoir faire : l'armée de Terre est seule à savoir s'engager en OPEX dans la zone des 3 frontières.

Monsieur Larsonneur, l'année n'est pas normale pour l'armée de Terre, elle ne l'est pas non plus pour les industriels. En revanche, comme tout le monde, en dépit de la crise, leurs objectifs de livraisons restent les mêmes, à ce stade. Je resterai un client exigeant dans ce domaine.

Monsieur Gassilloud, la règle des « quatre i » permet d'assurer un équilibre entre *ultima ratio* et solution de facilité, tout en tenant compte de l'environnement. Si ce filtre avait été appliqué à la lettre, les trois quarts des actions de Résilience n'auraient pas été conduits. Cette règle ne doit pas être assouplie mais appliquée intelligemment pour le bien des armées, des collectivités locales et des administrations et même des entreprises civiles dont nous ne voulons pas prendre la place. L'esprit de cette règle est plus important que la lettre elle-même.

Monsieur Meizonnet, concernant l'attractivité du recrutement, quelqu'un qui s'engage pour être soldat doit être employé comme un soldat. D'abord, il faut appliquer des normes d'entraînement, disposer du matériel nécessaire et des moyens suffisants qui préparent à l'engagement. Si nos soldats sont envoyés à la guerre, ils doivent être entraînés et être capables de gagner. Ensuite, ils doivent se sentir utiles et les chefs doivent donner du sens aux actions dans lesquelles on les engage. Enfin, ils restent s'ils se sentent bien. Un soldat qui s'estime mal commandé, mal logé, mal nourri s'en va et je le comprends. C'est pour cela que la qualité du commandement et le niveau du soutien sont des éléments clés. Nos chefs doivent

bien commander, ce qui n'est pas facile, d'où l'effort que je fais sur la chaîne de commandement.

Monsieur Cubertafon, en début de crise, j'ai envoyé aux réservistes une lettre identique à celle que j'avais adressée aux soldats d'active pour leur demander de se tenir prêts. Nous n'avons pas engagé la réserve parce qu'elle trouve sa pleine efficacité dans les crises de longue durée. Très volontaires et très disponibles, les réservistes sont moins immédiatement employables que l'armée d'active et c'est bien normal. La loi prévoit un préavis de trente jours pour appeler un réserviste. Alors que j'avais 25 à 30 000 militaires confinés, était-il logique de faire traverser le territoire à des réservistes pour prendre leur place ? Je n'ai pas refusé de les utiliser mais ce n'était pas le plus logique au plan opérationnel. Des réservistes ont toutefois été engagés comme ceux du 24^e régiment d'infanterie, à Paris, au profit de l'AP-HP, au juste niveau.

Le recours à la réserve opérationnelle de niveau 2 (R02) est un des objectifs de la LPM, mais ce dispositif doit encore être consolidé. Employer des réservistes dans le domaine de la logistique territoriale n'est pas quelque chose qui est actuellement prévu. Pour autant la question mérite d'être creusée. Le plan stratégique a un vrai projet réserve qui doit proposer ce que la réserve doit apporter dans un conflit de haute intensité.

Merci Madame Khedher pour votre soutien au régiment médical, qui a fait de belles choses.

Madame Bureau-Bonnard, au sujet des relations avec les ARS, comme je l'ai dit précédemment, il faut bâtir la confiance entre nos institutions. Nous travaillons à une action décentralisée avec l'Éducation nationale, les maires et les députés pour les cérémonies du 11 Novembre. Cette crise a ouvert de nombreuses portes.

Mme la présidente Françoise Dumas. Nous nous reverrons pour la présentation du plan stratégique. Il y aura un avant et un après la crise. Vous avez dit : quand il y a de l'incertitude, il faut de la confiance ; cette confiance, vous avez su la susciter et la construire par vos actions de soutien.

Pour l'après, beaucoup de citoyens et de responsables institutionnels avec lesquels vous avez créé des relations solides auront pris conscience de vos savoir-faire et de votre savoir-être et voudront poursuivre le dialogue entamé dans les territoires.

La notion d'engagement est désormais bien partagée et l'*ultima ratio* ne peut pas être une solution de facilité. Il faudra rapidement en tirer les conséquences sur l'organisation, notamment en matière de logistique et de sécurité sanitaire, ainsi que sur la place de la défense dans la résilience de notre nation.

J'exprime toute notre gratitude à vos militaires et vos frères d'armes.

*

* *

La séance est levée à onze heures cinq.

*

* *

Membres présents ou excusés

Présents. - M. Xavier Batut, M. Stéphane Baudu, M. Thibault Bazin, M. Olivier Becht, M. Christophe Blanchet, Mme Aude Bono-Vandorme, M. Jean-Jacques Bridey, Mme Carole Bureau-Bonnard, M. Philippe Chalumeau, M. André Chassaingne, M. Jean-Pierre Cubertafon, Mme Marianne Dubois, Mme Françoise Dumas, M. Yannick Favennec Becot, M. Jean-Marie Fiévet, Mme Albane Gaillot, M. Claude de Ganay, M. Thomas Gassilloud, Mme Séverine Gipson, M. Fabien Gouttefarde, M. Jean-Michel Jacques, M. Loïc Kervran, Mme Anissa Khedher, M. Bastien Lachaud, M. Fabien Lainé, M. Jean-Charles Larssonneur, M. Jean Lassalle, M. Didier Le Gac, M. Christophe Lejeune, M. Jacques Marilossian, Mme Sereine Mauborgne, M. Nicolas Meizonnet, Mme Monica Michel, M. Philippe Michel-Kleisbauer, Mme Patricia Mirallès, Mme Florence Morlighem, Mme Josy Poueyto, M. Joaquim Pueyo, M. Bernard Reynès, M. Gwendal Rouillard, M. Jean-Louis Thiériot, Mme Sabine Thillaye, Mme Laurence Trastour-Isnart, Mme Alexandra Valetta Ardisson, M. Pierre Venteau, M. Patrice Verchère, M. Charles de la Verpillière

Excusés. - M. Sylvain Brial, M. Olivier Faure, M. Richard Ferrand, M. Stanislas Guerini, M. Christian Jacob, Mme Manuëla Kéclard-Mondésir, M. Jean-Christophe Lagarde, M. Gilles Le Gendre